

VEILLE RÉGLEMENTAIRE

Sécurité des personnes

Fiche VRE.38

Prestataires externes Interventions

Code du Travail Articles R 4511-1 à R 4511-12
Code du Travail Articles R 4512-1 à R 4512-16 et R 4513-1 à R 4513-13
Code du Travail R 4515-1 à R 4515-11
Code du travail articles R 4532-1 à R 4532-98
Arrêté du 19 mars 1993 fixant, en application de l'article R 4512-7 du code du travail, la liste des travaux dangereux pour lesquels il est établi par écrit un plan de prévention

1. Champ d'application du plan de prévention

Lorsqu'une Entreprise Extérieure (EE) fait intervenir des travailleurs pour exécuter ou participer à l'exécution d'une opération ou une intervention, quelle que soit sa nature, dans un établissement d'une Entreprise Utilisatrice (EU), y compris dans ses dépendances ou chantiers. Les chefs d'entreprises procèdent en commun à une analyse des risques pouvant résulter de l'interférence entre les activités, les installations et matériels. Lorsque ces risques existent, ils établissent le plan de prévention définissant les mesures qui doivent être prises par chaque entreprise en vue de prévenir ces risques.

Cette réglementation ne s'applique pas :

- aux chantiers de bâtiment et opérations de génie civil soumis à l'obligation de coordination prévue à l'article L. 4532-2 ;
- aux chantiers clos et indépendants ;
- aux opérations de chargement/déchargement.

Le plan de prévention doit être défini obligatoirement avant le début de l'intervention :

- si la durée de travail est supérieure ou égale à 400 heures sur une période inférieure ou égale à 12 mois ;
- si le travail fait partie des travaux dangereux selon l'arrêté du 19 mars 1993.

Nota 1 : On entend par « entreprise utilisatrice » l'opérateur, par exemple, le centre de conditionnement et on entend par « entreprise extérieure » l'entreprise prestataire.

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 12/09/2019

1/9

Nota 2 : Les dispositions du plan de prévention ne s'appliquent pas aux chantiers de bâtiment ou de génie civil soumis à l'obligation de coordination prévue à l'article L. 4532-2, ni aux autres chantiers clos et indépendants. Toutefois, le chef de l'entreprise utilisatrice coopère avec le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, dans les conditions fixées à l'article R. 4532-14. Lorsque ces chantiers sont soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé prévu à l'article L. 4532-8, le chef de l'entreprise utilisatrice reçoit la copie de ce plan et participe, sur sa demande, aux travaux du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail, s'il en existe un.

2. Avant une intervention : Inspection préalable

Il est procédé, préalablement à l'exécution de l'intervention réalisée par une entreprise extérieure, à une inspection commune des lieux de travail, des installations qui s'y trouvent et des matériels éventuellement mis à disposition des entreprises extérieures. Cette inspection est dite inspection préalable.

Elle permet d'évaluer les risques pouvant résulter de l'interférence entre les activités, les installations, les matériels.

Cet état des lieux est réalisé dans l'établissement de l'EU, avant que l'EE vienne en intervention. Il comprend la vérification :

- les lieux de travail en eux-mêmes, en particulier le lieu de l'intervention ;
- les installations (installations sanitaires, vestiaires collectifs et locaux de restauration) ;
- les matériels éventuellement mis à disposition des travailleurs de l'entreprise extérieure.

Le ou les chef(s) des entreprises extérieures font connaître par écrit à l'entreprise utilisatrice :

1. La date de leur arrivée et la durée prévisible de leur intervention ;
2. Le nombre prévisible de travailleurs affectés ainsi que leur identité au minimum leurs noms et prénoms ;
3. Le nom et la qualification de la personne chargée de diriger l'intervention ;
4. Les noms et références de leurs sous-traitants éventuels, le plus tôt possible et en tout état de cause avant le début des travaux dévolus à ceux-ci ;
5. L'identification des travaux sous-traités le cas échéant.

Si les entreprises extérieures viennent de manière habituelle dans l'établissement, des installations supplémentaires sont mises en place si nécessaire.

Lors de l'inspection commune au préalable, le chef de l'entreprise utilisatrice :

- délimite le secteur de l'intervention ;
- matérialise des zones potentiellement dangereuses de ce secteur ;
- indique les voies de circulation que pourront emprunter d'une part les piétons, d'autre part les véhicules et engins de toute nature, qu'ils appartiennent ou non à l'entreprise extérieure ;
- définit les voies d'accès aux locaux et installations.

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

3. Analyse de risques et mesures de prévention

Ensuite, l'entreprise utilisatrice et l'entreprise extérieure font en commun une analyse des risques. Les employeurs (Chef de l'entreprise utilisatrice et chef de l'entreprise extérieure) se communiquent donc les informations nécessaires à la prévention des risques, à chaque risque potentiel identifié, il est défini le ou les moyen(s) de prévention ou de maîtrise préconisés. Il est précisé, à qui revient, la responsabilité de la mise en œuvre des mesures et moyens de prévention cités.

Au minimum, les dispositions suivantes sont renseignées et/ou jointes au plan de prévention :

- Les phases dangereuses et moyen(s) de prévention ;
- L'adaptation des matériels, installations et dispositifs et condition d'entretien ;
- Les instructions à donner aux salariés ;
- L'organisation des premiers secours par l'EU ;
- Les postes relevant du suivi individuel renforcé ;
- La charge d'entretien des installations entre l'EU et l'EE ;
- Les informations concernant la répartition des charges d'entretien des locaux et installations de l'établissement. Cette répartition est faite, s'il y a plusieurs entreprises extérieures, sur le site (les entreprises extérieures qui mettent en place leur propre dispositif de locaux et installations ne sont pas concernées par cette répartition) ;
- Les dossiers techniques regroupant les informations relatives à la recherche et à l'identification des matériaux contenant de l'amiante ou, le cas échéant, le rapport de repérage de l'amiante.

Ce plan de prévention est recommandé dès qu'il y a interférence, il est obligatoire si :

- La durée de travail, que cela soit la durée de travail prévisible ou la durée de travail réel, soit supérieure ou égale à 400 heures sur une période inférieure ou égale à 12 mois ;
- Les travaux à réaliser font partie des travaux dangereux (voir l'annexe ci-dessous).

4. Communication du plan de prévention et information des travailleurs

4.1 Communication

Le plan de prévention est tenu à disposition :

- du CHSCT, du CSE ou des délégués du personnel ;
- de l'inspection du travail ;
- des agents de prévention des organismes de sécurité sociale ;
- des médecins du travail (celui de l'entreprise utilisatrice et celui de chacune des entreprises extérieures) et si nécessaire à l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics.

Le chef d'entreprise utilisatrice doit informer par écrit de l'ouverture des travaux à l'inspection du travail. Les médecins du travail sont informés des mises à jour. L'entreprise utilisatrice et les entreprises extérieures communiquent également le plan de prévention et ses mises à jour à la demande de leurs médecins du travail. Les médecins du travail peuvent également communiquer entre eux et se transmettre des documents.

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 12/09/2019

3/9

C'est le chef de l'entreprise utilisatrice qui assure la coordination générale des mesures de prévention. Au titre de cette coordination, lorsqu'un danger grave est détecté pour un travailleur d'une entreprise extérieure, l'entreprise utilisatrice doit alerter le chef de l'entreprise extérieure concernée, même s'il estime que la source de ce danger est uniquement du fait de cette entreprise extérieure.

L'entreprise utilisatrice doit alerter afin que des mesures soient prises par le chef de l'entreprise extérieure. Le responsable de l'entreprise extérieure ne peut déléguer ses attributions qu'à l'un de ces travailleurs qui est doté de l'autorité, de la compétence et des moyens nécessaires (si possible un travailleur intervenant dans l'établissement).

Les consignes de sécurité de l'établissement sont communiquées au responsable de chacune des entreprises extérieures.

4.2 Information des travailleurs

Les salariés de l'entreprise extérieure doivent être informés des risques et des mesures prévues dans le plan de prévention. Comme dans certains accords de branche, il est recommandé que l'EU dispense aux salariés de l'EE une information portant sur :

- La ou les zones d'intervention ;
- Les risques spécifiques de l'installation et les risques particuliers de l'intervention du fait de la spécificité de l'installation ;
- Les consignes de sécurité spécifiques de l'entreprise utilisatrice éventuellement applicables à leur intervention, complétées par toutes dispositions utiles du règlement intérieur avec, notamment, l'indication de l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence (infirmerie et matériel médical de première urgence avec leur localisation précise) ;
- Les règles à respecter, pour la circulation et les déplacements, ainsi qu'en cas d'évacuation ;
- Le cas échéant, les installations sanitaires, vestiaires et locaux de restauration mis à leur disposition ;
- Le nom des représentants du personnel du CHSCT ou du CSE de l'entreprise utilisatrice, avec indication de leurs lieux de travail.

Il est possible que ces informations fassent l'objet d'un livret d'accueil. Ce livret d'accueil pourra être remis à chaque salarié intervenant.

Enfin, si les travailleurs de l'entreprise extérieure travaillent lorsque l'activité de l'établissement est interrompue (exemples : week-end, jour férié, nuit) ou dans un lieu isolé de l'établissement, le responsable de l'entreprise extérieure prend les mesures nécessaires pour éviter qu'un travailleur ne soit isolé afin qu'en cas d'accident il puisse être secouru rapidement.

5. Pendant une intervention

5.1 Inspections et réunions périodiques

Le plan de prévention doit être respecté pendant toute la durée de l'intervention. Les mesures de prévention doivent être exécutées. C'est l'entreprise utilisatrice qui doit s'assurer auprès des entreprises extérieures qu'elles sont bien exécutées. Si de nouvelles mesures sont à prendre pendant l'intervention, c'est également l'entreprise utilisatrice qui les coordonne.

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Des inspections et des réunions périodiques de coordination sont organisées par l'entreprise utilisatrice. Il définit la fréquence de celles-ci et également les entreprises extérieures qui y participent.

Ces inspections et réunions périodiques ont pour but d'assurer, en fonction des risques ou des circonstances :

- la coordination de l'enceinte de l'établissement en lui-même ;
- la coordination des mesures de prévention pour une intervention donnée ;
- la coordination de mesures rendues nécessaires du fait d'interférences entre 2 ou plusieurs interventions.

Les travaux et la coordination de la sécurité sont sous la responsabilité de l'entreprise utilisatrice. La coordination des mesures de prévention a pour but de prévenir les risques liés à l'interférence entre les activités et le matériel des différentes entreprises pouvant se trouver sur le site (l'établissement en lui-même et une ou plusieurs entreprises extérieures).

Les entreprises extérieures non conviées à venir aux inspections et réunions périodiques peuvent demander à l'entreprise utilisatrice à participer à ces dernières.

Si l'entreprise utilisatrice ne fait pas d'inspections ou de réunions périodiques et si les entreprises extérieures les jugent nécessaires pour la sécurité des travailleurs, ils peuvent demander à l'entreprise utilisatrice d'en effectuer.

Le plan de prévention est mis à jour lors de tout changement ou nouvelle mesure prise lors des inspections et réunions périodiques de coordination.

L'entreprise utilisatrice doit être informée par l'entreprise extérieure lorsque, au cours d'une intervention, de nouveaux travailleurs sont affectés à cette dernière. Dans ce cas, il faut savoir que l'entreprise extérieure est tenue de donner aux nouveaux travailleurs les informations dont ont bénéficié les travailleurs avant le début de l'intervention.

S'il y a plusieurs entreprises extérieures dans l'établissement, l'entreprise utilisatrice doit s'assurer que les responsables de chaque entreprise extérieure a mis au courant ses travailleurs des risques liés à la présence de plusieurs entreprises extérieures.

5.2 Suivi médical

C'est le médecin du travail de l'entreprise utilisatrice qui réalise les examens complémentaires rendus nécessaires par la nature et la durée de l'intervention des travailleurs des entreprises extérieures. Il s'occupe de communiquer les résultats aux médecins du travail des entreprises extérieures.

Les médecins du travail des entreprises extérieures peuvent avoir accès aux postes de travail occupés ou susceptibles d'être occupés par les travailleurs de ces dernières. Les conditions d'accès sont définies entre l'entreprise utilisatrice et les entreprises extérieures, après avis des médecins du travail intéressés.

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 12/09/2019

5/9

5.3 Permis de feu

La rédaction du permis de feu doit être obligatoire pour tout travail par point chaud.

Les travaux par point chaud regroupent :

- Les opérations d'enlèvement de matières ou de désassemblage d'équipements (découpage, meulage, ébardage...);
- Les opérations d'assemblage, de maintenance soudure ou étanchéité.

De manière générale, cette désignation comprend tous les travaux générateurs d'étincelles ou de surfaces chaudes. Les machines tournantes portatives (disqueuses, tronçonneuses, perceuses) sont autant impliquées dans l'accidentologie que les chalumeaux d'oxycoupage et les postes de soudage.

Lors des travaux par point chaud, on identifie 4 modes de propagation de la chaleur :

- Le contact direct ou le rayonnement ;
- Les étincelles et gouttelettes de métal en fusion ;
- La conduction thermique ;
- Les transferts de gaz chauds imbrulés.

Le permis de feu doit être formalisé et expliqué. La procédure doit être affichée. Les responsables doivent être désignés. Pendant la durée du permis de feu, un extincteur doit être maintenu disponible à proximité immédiate de l'intervention.

Trois acteurs de l'entreprise utilisatrice :

- Le chef d'établissement ou son représentant ;
- Le responsable ou superviseur des travaux assure le bon déroulement technique de l'intervention ;
- Le chargé de sécurité assure la mise en place des mesures de sécurité.

Deux personnes de l'entreprise extérieure :

- Le responsable d'intervention assure le bon déroulement technique et la réalisation en sécurité ;
- L'opérateur en charge de la réalisation de l'intervention.

Le permis de feu a une durée limitée dans le temps, il est au maximum délivré pour la durée d'un poste. Il doit être réévalué dès qu'un élément constitutif à changer :

- Intervenant ;
- Lieu ;
- Nature des travaux ;
- Environnement de travail ;
- Procédé.

La démarche de permis de feu comprend différentes phases : avant, pendant et après les travaux.

- Avant : L'analyse des risques peut mener à la définition de mesures particulières par exemple mise en œuvre de système de ventilation mécanique, arrêt de système de détection ou d'extinction automatique... ;
- Pendant : La surveillance par une personne compétente formée à la première intervention de lutte contre l'incendie pendant la durée des travaux. La mise à disposition de mesures de

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

prévention, bâche ignifugée, extincteur approprié, sol balayé, absence de poussière et de matières combustibles... ;

- Après : mise en œuvre d'une surveillance régulière après les travaux (½ heure, 1 heure, 2 heures après les travaux).

6. Cas du chargement/déchargement de marchandises

6.1 Champ d'application du protocole de sécurité

Toute activité concourant à :

- la mise en place sur ou dans un engin de transport routier ;
- l'enlèvement de celui-ci ;
- l'enlèvement de produits, de fonds, de valeurs, de matériels, d'engins, de déchets, d'objets et matériaux de quelque nature que ce soit, font l'objet d'un protocole de sécurité de chargement ou de déchargement.

Ce protocole permet de :

- gérer la coactivité dès qu'il y a un véhicule présent ;
- réaliser l'évaluation des risques générés par ces opérations ;
- mettre en œuvre les mesures de prévention et de sécurité ;
- donner les informations aux conducteurs ;
- enregistrer l'engagement des conducteurs aux respects des mesures et consignes.

6.2 Contenu du protocole de sécurité

Les informations du protocole de sécurité, venant de l'EU sont principalement les suivantes :

- les consignes de sécurité (surtout pour chargement/déchargement) ;
- le lieu de livraison ou de prise en charge ;
- les modalités d'accès et de stationnement aux postes de chargement/déchargement ;
- un plan de circulation ;
- les consignes de circulation ;
- les matériels/engins spécifiques pour le chargement/déchargement ;
- les moyens de secours en cas d'accident ou d'incident ;
- l'identité du responsable de cette opération dans cet établissement.

Les informations du protocole de sécurité pour le transporteur sont principalement les suivantes :

- les caractéristiques du véhicule, son aménagement et ses équipements ;
- la nature et le conditionnement de la marchandise ;
- les précautions ou contraintes à respecter en fonction de la nature de la marchandise, en particuliers pour le transport de matières dangereuses.

Les responsables des différentes entreprises (entreprise utilisatrice en elle-même, entreprise extérieure, entreprise autre que l'entreprise utilisatrice) échangent afin d'établir le protocole de sécurité.

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Si l'opération est répétitive (même marchandise, même équipements, même lieux de chargement/déchargement...), il n'y a besoin que d'un seul protocole de sécurité qui reste applicable tant qu'il n'y a pas de changement significatif.

Si l'opération n'est pas répétitive, il faut faire un protocole de sécurité à opération de chargement ou de déchargement.

Si les responsables des différentes entreprises n'ont pas la possibilité d'échanger avant l'établissement du protocole de sécurité, c'est l'entreprise d'accueil qui fournit et recueille les informations pour élaborer le protocole de sécurité. Ce protocole peut être dit « simplifié », il est de préférence rédigé dans la langue du chauffeur routier se présentant. Il donne le plan des installations et les consignes sous forme aussi visuelle que possible. Il comporte la signature du chauffeur traçant son engagement à respecter les consignes.

L'entreprise autre que l'entreprise utilisatrice et le transporteur tiennent à disposition du CHSCT, du CSE ou des délégués du personnel de chaque entreprise et de l'inspection du travail un exemplaire de chaque protocole de sécurité, daté et signé.

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 12/09/2019

8/9

Annexe

(Art. 1^{er} de l'arrêté du 19 mars 1993 fixant en application de l'article R.237-8 du code du travail, la liste des travaux dangereux pour lesquels il est établi par écrit un plan de prévention)

Liste des travaux dangereux nécessitant un plan de prévention :

1. Travaux exposant à des rayonnements ionisants.
2. Travaux exposant à des substances et préparations explosives, comburantes, extrêmement inflammables, facilement inflammables, très toxiques, toxiques, nocives, cancérogènes, mutagènes, toxiques vis-à-vis de la reproduction, au sens de l'article R. 231-51 du Code du travail.
3. Travaux exposant à des agents biologiques pathogènes.
4. Travaux effectués sur une installation classée faisant l'objet d'un plan d'opération interne en application de l'article 17 du décret no 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.
5. Travaux de maintenance sur les équipements de travail, autres que les appareils et accessoires de levage, qui doivent faire l'objet des vérifications périodiques prévues à l'article R. 233-11 du Code du travail, ainsi que les équipements suivants :
 - véhicules à benne basculante ou cabine basculante ;
 - machines à cylindre ;
 - machines présentant les risques définis aux deuxième et troisième alinéas de l'article R. 233-29 du Code du travail (maintenance ou modification équipement)
6. Travaux de transformation au sens de la norme NF P82-212 sur les ascenseurs, monte-charge, escaliers mécaniques, trottoirs roulants et installations de parcage automatique de voitures.
7. Travaux de maintenance sur installations à très haute ou très basse température.
8. Travaux comportant le recours à des ponts roulants ou des grues ou transstockeurs.
9. Travaux comportant le recours aux treuils et appareils assimilés mus à la main, installés temporairement au-dessus d'une zone de travail ou de circulation.
10. Travaux exposant au contact avec des pièces nues sous tension supérieure à la TBT.
11. Travaux nécessitant l'utilisation d'équipements de travail auxquels est applicable l'article R. 233-9 du Code du travail.
12. Travaux du bâtiment et des travaux publics exposant les travailleurs à des risques de chute de hauteur de plus de 3 mètres, au sens de l'article 5 du décret no 65-48 du 8 janvier 1965.
13. Travaux exposant à un niveau d'exposition sonore quotidienne supérieure à 90 dB (A) ou à un niveau de pression acoustique de crête supérieure à 140 dB.
14. Travaux exposant à des risques de noyade.
15. Travaux exposant à un risque d'ensevelissement.
16. Travaux de montage, démontage d'éléments préfabriqués lourds, visés à l'article 170 du décret no 65-48 du 8 janvier 1965.
17. Travaux de démolition.
18. Travaux dans ou sur des cuves et accumulateurs de matière ou en atmosphère confinée.
19. Travaux en milieu hyperbare.
20. Travaux nécessitant l'utilisation d'un appareil à laser d'une classe supérieure à la classe 3 A selon la norme NF EN 60825 ;
21. Travaux de soudage oxyacétylénique exigeant le recours à un « permis de feu ».

**les articles du code du travail cité dans cet arrêté sont ceux de l'ancien code du travail (antérieur à 2008)*

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 12/09/2019

9/9